

Les activités récentes de la fédération

N° 50

1 La fédération elle-même

Voici un point des informations transmises par notre fédération depuis notre bulletin n° 49 (donc en janvier 2021).

1.1 Webinar de notre partenaire TIC Council

- Notre partenaire a organisé un Webinar sur la propriété intellectuelle.

1.2 Notre partenaire IMEKO

- Le président de la fédération nous a représenté lors de leur assemblée générale, à cette occasion il a été élu à la présidence du TC11 mesures d'essai, d'inspection et de certification ;
- Le XXIIIe congrès mondial IMEKO (IMEKO2021) se tiendra sous la forme d'une conférence internationale en ligne du 30 août au 3 septembre 2021, les membres d'EUROLAB peuvent participer activement au congrès ; notamment au travers du groupe LinkedIn - Mesure dans les essais, l'inspection et la certification : <https://www.linkedin.com/groups/9020325/> ;

1.3 Les évolutions de la politique européenne en matière de conformité

1.3.1 Commerce

- Les députés européens font un clin d'œil à Biden et appellent à la fin des querelles tarifaires avec les États-Unis ;
- La représentante du président Biden en matière de commerce est pour une ligne dure avec la Chine ;
- L'entrée en fonction d'un nouveau président américain est l'occasion de relancer les relations transatlantiques ;
- L'accord commercial entre l'UE et le Japon est relancé par le vin et la nourriture à l'occasion de son deuxième anniversaire ;
- L'UE et l'Afrique progressent au sujet des indications géographiques ;

1.3.2 Numérique

- La présidence portugaise va se concentrer sur l'adoption de la première loi européenne sur l'intelligence artificielle (basée sur la transparence et le respect des droits des utilisateurs) ;
- Les tentatives de l'UE de réglementer l'intelligence artificielle pourraient être confrontées à des difficultés résultant d'un accord sur le commerce électronique au niveau de l'OMC ;
- Les États-Unis sont les principaux rivaux en matière de développement et d'utilisation de l'intelligence artificielle ;
- L'UE veut mettre un frein à l'écoblanchiment sur les sites web ;
- SolarWinds est la "plus grande" cyberattaque jamais menée, selon le président de Microsoft
- Le président Joe Biden engage un groupe de vétérans de la sécurité nationale ayant une grande expertise en matière de cybersécurité ;
- Un rapport récent de McKinsey indique qu'une main-d'œuvre plus connectée devrait permettre de dégager plus de 100 milliards de dollars pour la seule industrie manufacturière ;

- Un système de certification en matière de cybersécurité pour les réseaux 5G sera déployé dans l'ensemble de l'Union européenne ;
- Le Conseil est parvenu à adopter une position sur les nouvelles règles de protection des données dans le cadre du règlement "Vie privée et communications électroniques" ;
- L'Union devrait interdire la publicité ciblée dans le cadre des nouvelles règles dans le Digital Services Act, a déclaré le responsable de la protection des données de l'UE.

1.3.3 Brexit

- EA a indiqué que les accréditations délivrées par UKAS ne seront plus considérées comme une preuve d'"accréditation" au sens du règlement (CE) n° 765/2008 et les certificats et rapports délivrés par les organismes d'évaluation de la conformité (CAB) accréditée par l'UKAS ne sont plus reconnus par rapport au système réglementaire de l'UE à partir du 1er janvier 2021, par exemple en ce qui concerne les organismes notifiés aux fins du marquage CE.
- Mais l'UKAS reste signataire de l'accord multilatéral de l'EA et donc en tant que signataire de l'EA MLA, le système d'accréditation géré par l'UKAS continue d'être accepté par les autres signataires comme équivalent à leur propre système d'accréditation.
- Eurolab aisbl a publié un bulletin de synthèse sur le sujet qui est disponible (en anglais) sur le site d'Eurolab France ;
- Le ministère des affaires, de l'énergie et de la stratégie industrielle (BEIS), a publié sa politique sur l'évaluation de la conformité et l'accréditation au Royaume-Uni. Les principes sont les suivants :
 - L'accréditation est applicable aux secteurs réglementés et non réglementés.
 - L'accréditation doit fournir une déclaration faisant autorité.
 - Le cadre législatif de l'accréditation en Grande-Bretagne est la GB RAMS et en Irlande du Nord le RAMS NI, UKAS doit s'y conformer
 - L'accréditation doit être autonome, mais fonctionner comme une activité à but non lucratif. L'UKAS doit fonctionner selon des normes reconnues ou d'autres critères transparents et être conforme aux exigences techniques applicables, démontrées, le cas échéant, par une évaluation par les pairs.

1.3.4 Climat, énergie et environnement

- Le président américain Joe Biden a ordonné la réintégration de l'accord de Paris, l'Europe n'a pas l'intention d'être mise à l'écart sur le plan diplomatique ou de perdre son avance dans le domaine des technologies propres ;
- Il est prévu d'organiser un Conseil UE-États-Unis de l'énergie dès que possible ;
- Les députés européens demandent des objectifs contraignants pour 2030 en matière d'utilisation et d'empreinte de consommation des matériaux ;
- Les énergies renouvelables ont produit 38 % de l'électricité de l'UE en 2020, dépassant le charbon et le gaz pour devenir la principale source d'électricité ;
- L'UE proclame un "bon partenariat" avec la Chine sur les questions climatiques ;
- L'hydrogène parmi les projets d'énergie propre de Joe Biden pour les États-Unis ;
- Malgré la pandémie COVID-19, l'Europe a confirmé un montant record de 26,3 milliards d'euros d'investissements dans de nouveaux parcs éoliens offshore en 2020 ;

1.3.5 Alimentation et agriculture

- La Commission lance un projet de "code de conduite" de l'UE en matière de durabilité pour les entreprises du secteur alimentaire ;
- La conférence de Berlin sur l'agriculture a mis en lumière la faim dans le monde et le changement climatique ;
- L'Agence européenne de sécurité des aliments a présenté un plan d'évaluation intégrée des risques pour les pollinisateurs ;
- La Commission européenne a assoupli sa position sur la suppression progressive de la promotion de la viande rouge et de la viande transformée ;

- L'Agence de sécurité des aliments (EFSA) doit fournir des conseils scientifiques pour soutenir le développement d'un futur système européen d'étiquetage nutritionnel des denrées alimentaires ;
- La conditionnalité sociale va être un point de friction dans les négociations de la PAC ;
- Les ministres européens de l'agriculture ont donné le feu vert à un système d'étiquetage sur le bien-être des animaux ;
- La stratégie "de la ferme à la table" est au cœur du programme de la Commission visant à atteindre les objectifs de développement durable des Nations unies

1.3.6 Économie

- Les députés européens ont donné leur feu vert à un financement de relance de 672,5 milliards d'euros ;

2 Les instances d'accréditation

2.1 Actions communes à IAF & ILAC

- L'approche de l'IAF/ILAC pour les évaluations à distance par les pairs pendant la pandémie COVID-19 a été publiée et est disponible dans la section Publications / publications conjointes IAF-ILAC

2.2 IAF

2.2.1 Présidence

- Étant le seul candidat, Emanuele Riva d'ACCREDIE sera confirmé à la présidence de l'IAF lors de l'assemblée générale de 2021

2.3 ILAC

2.3.1 Compétence des signataires

- Les compétences des signataires de l'accord de reconnaissance mutuelle sont disponibles à l'adresse suivante = <https://ilac.org/signatory-search/>

2.3.2 Document révisé

- ILAC G17:01/2021 directives de l'ILAC pour l'incertitude de mesure dans les essais. Ce document fournit des références pour l'évaluation et la déclaration de l'incertitude de mesure dans les essais afin de répondre aux attentes de la norme ISO/CEI 17025:2017.

2.4 EA

2.4.1 Documents publiés

- Voici les nouveaux documents présents sur le site d'EA dans les "documents d'information" :
 - EA-INF/05 répertoire révisé des législations européennes et des systèmes de l'UE avec des dispositions relatives à l'accréditation et/ou à l'évaluation de la conformité
 - EA-INF/01 liste actualisée des publications et des documents internationaux

2.4.2 Compte rendu 2020

- Le rapport annuel de l'EA à l'IAF/ILAC de décembre 2020 vient d'être publié

3 L'actualité en normalisation

3.1 CEN CENELEC

3.1.1 Les mécanismes de demandes de normalisation par la Commission

- Le CEN a organisé un Webinar sur les besoins futurs de normalisation ; la base juridique des demandes de normalisation de l'UE est contenue dans l'art. 10 du règlement 1025/2012 qui autorise la Commission à requérir la mise en chantier d'une norme (cette démarche remplace les mandats en vigueur avant 2013).
- La communication CE COM(2018) 764 sur les normes harmonisées donne le point de vue de la Commission sur la normalisation ; cela signifie notamment que, depuis la fin de 2018, toute référence par la Commission à des normes harmonisées est devenue une décision avec une valeur juridique.
- Une note de synthèse du TCQA de la fédération (en anglais) explicite ce mécanisme, elle est disponible sur le site d'Eurolab France

3.2 Les travaux du CASCO

Rappel : le CASCO est le comité de l'ISO qui traite des questions d'évaluation de la conformité.

3.2.1 Normes en révision

- Le projet de norme ISO/IEC DIS 17030 sur les exigences générales relatives aux marques de conformité de tiers est en cours de vote jusqu'en avril 2021 ;
- L'ISO CASCO a organisé une séance d'information pour présenter les principaux changements apportés au document